



Edmond Hervé. « Au lendemain de l'élection, je me suis dit : "tu ne vas pas y arriver". Mais nous étions préparés. »

Edmond Hervé, « Notre représentativité était indiscutable »

RÉSUMÉ > *Élu maire de Rennes dans la vague de 1977, Edmond Hervé analyse les raisons de cette victoire : influence de Vatican II et de Mai 68, naissance d'un nouveau PS rassembleur, adéquation entre une équipe de militants et la nouvelle population rennaise, bienfaits de l'union de la gauche, jonction réussie entre chrétiens et laïques, approche pragmatique des dossiers locaux...*



PROPOS RECUEILLIS PAR > **GEORGES GUITTON**

PLACE PUBLIQUE > Quand à 34 ans, vous vous asseyez pour la première fois dans le fauteuil de maire de Rennes quel est votre sentiment ?

EDMOND HERVÉ > La première réflexion que je me fais, seul dans mon bureau, ce lundi matin du lendemain de l'élection, c'est : « Tu ne vas pas y arriver ». C'est l'angoisse.

PLACE PUBLIQUE > Votre élection est donc une surprise ?

EDMOND HERVÉ > Pas du tout. Nous étions au contraire préparés à cette victoire. Il y avait en effet une profonde correspondance entre notre équipe et la nouvelle population rennaise, entre le projet que nous portions et la société que nous soutenait. Sociologiquement notre représentativité était indiscutable. La possibilité d'une conquête municipale en 1977, je l'avais personnellement en tête depuis 1971 lorsque nous avons constitué pour les municipales une liste qui s'appelait Rennes Socialiste. À la lumière de cette expérience, je me suis dit que si notre capacité d'organisation de l'époque restait à la hauteur de la générosité de mouvement militant, autogestionnaire, associatif, nous devrions progresser.

EDMOND HERVÉ est sénateur d'Ille-et-Vilaine depuis 2008. Né en 1942 dans une famille d'agriculteurs de La Boullie (Côtes-d'Armor), il fait ses études de droit à Rennes et est en 1969, maître de conférences à la faculté de droit de Rennes. Conseiller général à partir de 1973, il devient maire de Rennes en 1977, jusqu'en 2008, à la tête d'une liste d'union la gauche. Député entre 1981 et 2002, il sera aussi plusieurs fois ministre ou secrétaire d'État (Énergie, Santé) entre 1981 et 1986.



DEPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE
VILLE DE RENNES

ELECTIONS MUNICIPALES DU 13 MARS 1977

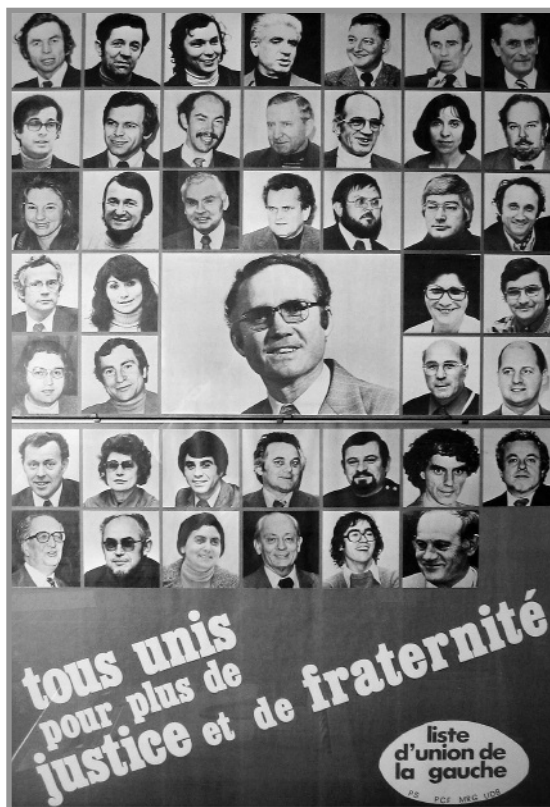
LISTE DE LA GAUCHE UNIE

Conduite par Edmond HERVÉ
« Changons Rennes ensemble »

HERVÉ Edmond (34 ans), conseiller général, assistant à l'Université de Rennes ;
PHILIPPONEAU Michel (56 ans), conseiller général, professeur à l'Université de Haute-Bretagne ;
BENOIST Christiane (32 ans), ouvrière du bâtiment ;
LE MOAL René (61 ans), ancien recteur de l'Académie de Rennes, professeur à l'Université de Rennes, Chevalier de la Légion d'Honneur ;
ROSE Lucien (62 ans), directeur régional de société, Chevalier de la Légion d'Honneur, Préfet de la Libération, ancien député ;
HUBER Serge (51 ans), ancien chaudiériste ;
DIVAL Jean-Pierre (42 ans), animateur de mouvement ouvrier breton ;
RENOUF Albert (40 ans), conseiller général, commerçant retraité de la S.N.C.F. ;
NELLAND Jacques (28 ans), assistant à l'Université de Rennes ;
BOUCHERON Jean-Michel (29 ans), conseiller général, assistant en coopérative ;
HEURTIN Pierre (45 ans), professeur en classes préparatoires, ancien membre de la direction nationale du P.C.F. ;
BRAULT Jean-François (39 ans), gérant, ~~commerçant~~.

BERRICHE Fred (43 ans), ouvrier du Liné ;
ELIAS Joëlle (56 ans), directrice d'école ;
SOUCIEZ René (39 ans), ingénieur à la direction des Services Financiers ;
BOUDET René (38 ans), préposé P.T.T. ;
BOUSSU Bernadette (45 ans), employée aux Chèques Postaux ;
CHAPLET Jean (40 ans), dessinateur à l'E.D.F. ;
CUSSONNEAU Joseph (33 ans), ouvrier chez Citroën ;
DERENNES Christiane (50 ans), agent comptable E.D.F. ;
ELYOT Noël (50 ans), secrétaire général de la Fédération nationale des Clubs Léo-Lagrange ;
FOURNIER Huguette (37 ans), commerçante ;
GARILLARD Martial (37 ans), professeur de Travaux pratiques privé ;
GIRAUD Michel (27 ans), agent de maîtrise S.N.C.F. ;
GILLES Carole (41 ans), artiste peintre ;
GURBAUD Huguette (32 ans), docteur en médecine ;
HELLAS Annie (26 ans), économiste, chargée d'études en Aménagement du Territoire ;

HURAJULT Jean (61 ans), inspecteur régional des Pharmacies ;
HUTIN François-Xavier (50 ans), administrateur de bureau ;
LOUECIN Georges (46 ans), analyste-informaticien ;
MORNIER Marcel (55 ans), ajusteur S.N.C.F. ;
NOUARDINE Jean (38 ans), conseiller technique auprès d'un établissement public ;
ORRIGU Jean (46 ans), chirurgien-dentiste ;
ORV Jacques (48 ans), instituteur ;
PALM André (50 ans), typographe ;
PERCHE Jean-Michel (30 ans), architecte ;
PUNCHONNET Jean-René (38 ans), libraire ;
PLATEAU Gildine (33 ans), infirmière au C.H.U. ;
RABINOV Monique (49 ans), agent Sécurité Sociale ;
ROBERTON Michel (29 ans), animateur social ;
RABIGNAN Jules (43 ans), maître de formation professionnelle des adultes ;
VALLEE Alain (39 ans), chargé de formation permanente à la Sécurité Sociale ;



PLACE PUBLIQUE > Qu'est-ce qui explique que c'est à ce moment-là, en 1977, que vous avez été élus ?

EDMOND HERVÉ > Il y a eu toute une conjonction d'événements favorables: d'abord la création du Parti socialiste en 1971. Puis, en toile de fond, la rencontre, fondamentale, entre les chrétiens et les laïques. Il faut aussi évoquer l'évolution née de Vatican II. S'y ajoute le militantisme syndical très développé au cours des années 60-70, aussi bien en milieu urbain que rural. Il existe alors une convergence entre des militants syndicaux et les militants politiques, entre les militants associatifs et les partis politiques. Toutes ces convergences très fortes se fondent au sein du Parti socialiste qui naît et se développe à ce moment-là. C'est un parti militant avec des gens venant socialement d'horizons très divers. Vous aviez l'ouvrier de Citroën, le monde syndical de la CGT, de FO, de la CFDT qui n'étaient pas des gens tout à fait identiques... Le PS a réussi à fédérer ces convergences. Nous avons une communauté de valeurs et un programme.

PLACE PUBLIQUE > Vous-même étiez engagé personnellement dans les luttes sociales ?

EDMOND HERVÉ > C'est vrai que nous étions et sommes restés, j'espère, des militants, c'est-à-dire que nous investissons la vie de tous les jours. Comme d'autres, je suis allé manifester à Fougères dans des entreprises de chaussures qui connaissaient des difficultés. Je pense aussi aux actions que nous avons menées contre Citroën. Notamment lors du licenciement, fin 1966, de Yannick Frémin, secrétaire du syndicat CGT de l'usine, lutte qui est pour moi un symbole. À l'époque, le cardinal, Mgr Gouyon, avait pris fait et cause pour Yannick Frémin. Un mouvement de solidarité s'était créé. Je crois que c'est le premier tract que j'ai distribué en tant que jeune socialiste, à la sortie du restaurant universitaire. J'ai constaté alors la pauvreté militante de la SFIO face à un Parti communiste beaucoup plus fort. Cette affaire m'a beaucoup marquée et j'ai eu la chance avant de partir de la mairie de donner le nom de Yannick Frémin à un square du quartier de Cleunay.

PLACE PUBLIQUE > Durant cette période d'avant la victoire, quels sont les thèmes qui animent vos discussions militantes ?

EDMOND HERVÉ > L'autogestion et l'union de la gauche sont les deux thématiques fortes. Vous ne pouvez pas vous imaginer, durant cette décennie 70, dans l'après 68, l'importance du thème de l'autogestion ! Elle s'applique aussi bien à l'organisation de l'État, à l'organisation des entreprises qu'à l'organisation des quartiers. C'est un thème fédérateur et historique. L'autre grand thème, c'est l'union de la gauche. Si l'on analyse, il y a un peu contradiction entre les deux thèmes. Ce sont deux logiques différentes, mais nous avons réussi à faire une synthèse. Moi, ma référence continue, et qui reste continue, c'est Jaurès. C'est le socialisme républicain.

PLACE PUBLIQUE > Comment vous prépariez-vous à prendre les rênes de la ville ?

EDMOND HERVÉ > Nous constituions des dossiers très concrets sur des sujets qui n'étaient pas typiquement « union de la gauche » ni typiquement autogestionnaires ou idéologiques. Cette activité au sein du PS est un élément important de notre engagement. En 1971-1972, nous, socialistes de Rennes, avons par exemple élaboré

Liesse lors de la victoire de mai 1981 à la mairie de Rennes, avec l'historien Michel Denis, président de l'université de Rennes 2 (à gauche), Edmond Hervé et Jean-Pierre Michel, premier secrétaire du PS départemental.



un dossier sur la télédistribution dont j'avais rédigé la partie juridique, notre référence très idéalisée étant la télévision communautaire au Québec. Autre dossier, qui montre l'activité pragmatique et anticipatrice qui était la nôtre, nous avons réalisé un document d'urbanisme et j'avais passé un dimanche à le ronéoter sur la ronéo de FO (qui était à l'époque aussi un lieu de convergence). Je me souviendrai toujours que, le dimanche soir, je suis allé le glisser dans la boîte à lettres de la mairie. Pour la petite histoire, notre proposition de Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) refusait la création de « villes nouvelles » sur le territoire rennais. Il préconisait

déjà le respect d'une ceinture verte et le développement multipolaire. Ce schéma, c'est celui que nous avons toujours conservé et qui reste valable aujourd'hui.

PLACE PUBLIQUE > Qui étaient les acteurs de ce travail collectif et prospectif?

EDMOND HERVÉ > Des personnes qui venaient, je l'ai dit, de différents horizons professionnels, de milieux populaires. On trouvait des enseignants de l'université qui ont beaucoup compté, comme Michel Denis, André Lespagnol, Jean-François Botrel. Je constate que des gens engagés de l'époque ont été des universitaires tout à fait





remarquables et aussi des recteurs d'académie, comme Henri Le Moal. Nous voyons bien que 1977 est le résultat d'un idéalisme très fort et d'un engagement concret. Le résultat de convergences produisant un programme qui s'est enrichi d'une manière considérable au fil des mois. Autre élément important de notre préparation, dès 1973, nous avons été quelques uns à être élus au Conseil général d'Ille-et-Vilaine. C'était une première, avec Michel Phlipponneau, et entre autres Jean-Louis Tourenne, actuel président du Conseil général. Le fait d'être élus en 1973, nous a permis d'avoir un rapport très direct, très concret avec l'administration, avec la gestion locale. Je me souviens du premier dossier que j'ai traité, c'était celui du transport scolaire.

PLACE PUBLIQUE > Au-delà du milieu rennais aviez-vous des repères intellectuels ?

EDMOND HERVÉ > Au niveau national, nous appartenions à la Fédération des élus socialistes et républicains, qui était très active et très intéressante. Elle était présidée à l'époque par un grand monsieur pour lequel j'ai beaucoup de sympathie et duquel je me sens aussi toujours proche et d'une certaine manière l'héritier : Hubert Dubedout, le maire de Grenoble, issu des Gam (Groupes d'action municipale), qui avait révolutionné la vie municipale. Nous rencontrons des gens comme Gaston Defferre, Pierre Mauroy, Roger Quilliot. Ces rencontres, ce travail convergent, sont des éléments-cléf. J'ai d'ailleurs toujours considéré que le parti politique auquel j'appartenais devait être une école, un lieu de formation.

PLACE PUBLIQUE > Quels obstacles avez-vous rencontrés sur le chemin du pouvoir ?

EDMOND HERVÉ > Nous étions alors dans une société très crispée. C'est ainsi qu'avant mon arrivée à la mairie aucun patron n'avait voulu me rencontrer. On ne nous reconnaissait ni la compétence ni la légitimité pour nous exprimer dans le domaine économique. C'est pourquoi, très rapidement, nous nous sommes investis précisément dans ce domaine, au risque d'ailleurs de déplaire à certains des nôtres. Quand, en 1978, nous décidons d'inviter Jacques Delors à venir faire une conférence sur la création d'entreprises, nos alliés communistes y furent violemment hostiles. Les rapports entre le PS et le PC n'ont pas été faciles au début... Il y avait un autre thème

sensible et pour lequel certains ne nous reconnaissaient aucune légitimité, celui de la défense nationale. Heureusement, la présence dans notre équipe de Lucien Rose, grand résistant, nous apportait une crédibilité. Il était important pour nous que nous portions ces valeurs, que nous les affirmions, en tant qu'équipe ayant des capacités de gouvernement.

PLACE PUBLIQUE > C'est à cause de ce manque supposé de légitimité, qu'au lendemain de votre élection vous vous êtes demandé : est-ce que l'on va y arriver ?

EDMOND HERVÉ > Oui, car à l'époque, les lois Defferre de 1983 n'avaient pas été votées, ce qui veut dire, il faut s'en souvenir, qu'il n'y avait pas d'opposition dans les conseils municipaux. Nous n'avions pas d'expérience exécutive, sauf une très très courte expérience d'opposition au sein du Conseil général. Si bien que l'on ne reconnaissait pas notre capacité. Nous étions dans une situation très critique. La première réunion qu'il y a eu à la Chambre de commerce après notre élection fut très agressive à notre égard. Même si, par ailleurs, j'ai toujours eu de très bons rapports avec le président de l'époque, Georges Travers, qui était un parfait honnête homme. Lui qui avait dit à ses collègues en assemblée générale : « Si Hervé ne fait pas de bêtises, il est là pour vingt ans ! »

PLACE PUBLIQUE > L'administration municipale vous a-t-elle suivi ?

EDMOND HERVÉ > Personnellement, je suis totalement hostile au *spoils system* (NDLR : système des dépouilles qui veut que l'équipe vainqueur nomme des fidèles à la place du personnel existant). Lorsque j'ai été élu, j'ai réuni mon équipe et les responsables de l'administration municipale. J'ai conservé la totalité de ces personnes qui ont été d'une compétence et d'une loyauté incontestable.

PLACE PUBLIQUE > Au fond, il n'y avait pas de rupture radicale entre vous et la municipalité Fréville qui vous précédait ?

EDMOND HERVÉ > Il y avait un existant. Rennes était une ville régulièrement citée au niveau national et d'une manière très positive. Simplement, nous n'avions pas le même rapport à l'État et nous ne faisons pas les mêmes choix. Ne le nions pas, ce qui a été déterminant dans cette « révolution » de 1977, c'est aussi le fait que le suc-

cesseur que Monsieur Fréville avait choisi, Jean-Pierre Chaudet n'était pas dans la ligne de la démocratie chrétienne qui était la sienne.

PLACE PUBLIQUE > Si bien que c'est vous, le laïque, qui incarniez la ligne démocrate-chrétienne ?

EDMOND HERVÉ > Oui, je le pense... Toute une partie de la société, cette démocratie-chrétienne traditionnelle, qui ne se reconnaissait pas dans le candidat Chaudet, s'est retrouvée dans notre électorat. Mais sur le moment, je ne le savais pas. Si des démocrates-chrétiens ont voté pour nous, c'est que précisément notre équipe réalisait et exprimait la jonction entre les laïques et les chrétiens. Dans notre équipe, nous n'avons jamais eu de débats philosophiques sur la transcendance, par exemple. Il n'y a jamais eu de divergences entre nous sur l'école privée catholique. Je me rappelle l'une des premières réunions après l'élection que nous avons faite à La Roche-sur-Yon avec Jacques Auxiette. Nous avons échangé sur notre attitude à l'égard des écoles privées catholiques. À la sortie, notre manifeste disait nettement que nous continuerions les relations contractuelles avec cette école. Alors même que ce sujet avait été utilisé par la droite qui avait dit : « Si Hervé et ses amis arrivent à la mairie, cela va être la rupture. »

PLACE PUBLIQUE > Mais alors, quel est le thème qui vous différencie le plus fortement de la municipalité antérieure ?

EDMOND HERVÉ > Le rapport à la population. C'est tout le thème de la démocratie participative, de l'information, de la proximité, des quartiers....

PLACE PUBLIQUE > On ne disait pas « démocratie participative », que disait-on ?

EDMOND HERVÉ > On disait « la démocratie », « être à l'écoute des habitants ». Dans les propositions que nous avons mis en place, il y avait les « commissions extramunicipales ». Il s'agit là d'un des thèmes extrêmement importants. Nous savions aussi qu'il ne suffisait pas de plaider la cause de la démocratie, de la participation, il fallait parallèlement avoir une conception du développement, de l'organisation, du concret. Notre volonté d'associer la population à des grands projets était très présente, par exemple, quand nous avons voulu dé-densifier le quartier du Colombier, qui était un trou. Grand sujet polémique à l'époque.

PLACE PUBLIQUE > Y a-t-il d'autres thèmes de différenciation ?

EDMOND HERVÉ > Il y a des thèmes locaux comme la construction du Grand Rennes avec un schéma multipolaire. Là aussi, nous retrouvons la démarche participative, car il faut que l'on négocie, il faut que l'on respecte l'identité de chaque commune et en même temps que nous créions des solidarités. Il y a aussi des thèmes nationaux. Ceux de la fiscalité locale, de la décentralisation, du développement local solidaire étaient très présents et nous différenciaient.

PLACE PUBLIQUE > Quelles sont les caractéristiques des hommes et des femmes qui vous entourent lors de ce premier mandat ?

EDMOND HERVÉ > Je l'ai dit, des militants de toutes catégories. Des enseignants, dont le symbole est Henri Le Moal, recteur de l'académie de 1960 à 1970. Très attaché à l'université, il est à la fois un notable et un Breton bretonnant. Il y a Lucien Rose, le résistant, avec qui de nombreux ponts se font. Je pense à Jean Normand, ancien élève de Raymond Barre, expert en économie. Je pense à un ami, Jules Rubion, qui était à la JOC. Je pense à Martial Gabillard qui était responsable CFDT de l'enseignement catholique, enseignant à Saint-Martin. Quelqu'un comme Jean-Michel Boucheron qui était assistant de science économique à la faculté à Angers, Marcel Rougemont, un des plus jeunes, qui allait devenir député et qui travaillait à l'OSCR (office social et culturel de Rennes). Vous aviez Jo Cussonneau, mort il y a deux ans, ouvrier chez Citroën, militant CGT. Vous aviez Christian Benoît, un communiste, ouvrier du bâtiment, responsable CGT du bâtiment...

PLACE PUBLIQUE > Qu'est-ce qui réunissait toutes ces personnes ?

EDMOND HERVÉ > Incontestablement, un idéal. D'autre part, tout le monde se retrouvait à égalité dans les différentes instances municipales, lors des réunions de conseil ou de commissions. Je cite toujours l'exemple de Christian Benoît, car voilà quelqu'un qui a un niveau d'études tout à fait modeste et qui par son engagement syndical, son investissement politique est devenu un technicien du transport, sans complexe par rapport à un polytechnicien. Cela fait partie de la richesse militante.





PLACE PUBLIQUE > Comment expliquez-vous que cette équipe dure pendant plusieurs mandats et décennies ?

EDMOND HERVÉ > Je pense que cela tient à notre relation à la population : les réunions de quartier, l'information que l'on distribue, la capacité d'écoute qui est la nôtre. Autre atout, notre démarche pour que la population s'approprie la mairie, soit invitée aux manifestations... Et puis la présence des élus ou des fonctionnaires sur le terrain. Moi, tous les samedis, par exemple, je passais mon temps en rendez-vous particuliers. Cette présence est fondamentale, elle permet d'être à l'écoute, d'évaluer de manière sensible ce qui se passe, ce qu'attendent les gens. Au fur et à mesure que le temps s'écoule, vous finissez par élaborer un tissu extrêmement fort. J'ajouterai le fait que nous avons cultivé l'intérêt général de la ville, sans jamais aucun sectarisme. Un exemple : l'application de la loi de 1905 : au nom de cette loi et du principe de laïcité, nous avons construit les centres culturels islamiques, et les différents centres culturels religieux, au nom de l'égalité et au nom de la laïcité. Je crois que cette dimension d'ouverture et de fidélité à nos valeurs, est importante.

PLACE PUBLIQUE > Quels étaient au cours de ces années débutantes vos liens avec vos semblables, ces collègues des autres villes de l'Ouest élus en 1977 ?

EDMOND HERVÉ > Quand j'ai été élu maire, je rencontrais systématiquement deux personnes c'est Francis Le Blé, devenu maire de Brest, et Jean Monnier, devenu maire d'Angers. Pendant plusieurs années, deux ou trois fois par an, nous nous rencontrions tous les trois. Le fait qu'avec tous les maires nous nous connaissions et appartenions à la même famille a facilité les choses. En 1977, nous avons créé le réseau des grandes villes de l'Ouest : Rennes, Nantes, Angers, Brest. Les premières rencontres que nous avons eues, parfois Le Mans s'y associait, étaient surtout des réunions d'informations, d'échange sur les comportements à avoir, sur les conditions de gestion. Il était important de se caler sur certains dossiers. Anecdote : un jour le délégué de la Datar me téléphone et me dit : il y a un triangle d'or à développer entre Nantes, Angers et Rennes. Je lui ai répondu : « ton triangle est sympathique, mais si tu ne mets pas Brest dans le coup, c'est vraiment casse-g... ».

PLACE PUBLIQUE > C'était un échange de bonnes pratiques ?

EDMOND HERVÉ > Pas seulement. À chaque fois, nous cherchions à trouver de bonnes coopérations entre nous. Ainsi avons-nous mis sur pied un contrat de co-développement Pays de la Loire-Bretagne. Signé entre la métropole de Rennes et la métropole de Nantes/Saint-Nazaire, il détaille les coopérations en matière de santé, en matière d'université... J'ai toujours veillé à ce que les coopérations entre CHU, entre universités puissent se développer.

PLACE PUBLIQUE > Est-ce que chez vous et vos collègues, il y avait en 1977 l'idée de faire ses preuves pour que la gauche puisse accéder à la conduite de l'État ?

EDMOND HERVÉ > À l'époque, les communistes avaient la volonté d'utiliser la gestion locale pour s'opposer au gouvernement, dans le but de conquérir l'appareil d'État. Nous, socialistes n'étions pas étrangers à cette volonté d'être majoritaires dans le pays, mais nous avions une approche plus positive. Nous voulions d'abord faire nos preuves et montrer qu'il est possible de changer le vécu d'une cité sans que l'État ne soit lui-même changé.

PLACE PUBLIQUE > Le monde a changé depuis 1977. Quelles sont les exigences nouvelles qui s'imposent aux élus ?

EDMOND HERVÉ > Ce qui a changé c'est tout ce qui se rapporte à la mondialisation. L'ancrage économique, la recherche de la valeur ajoutée sont devenues choses essentielles pour les villes. Le lien entre l'économie et la recherche, l'enseignement et la formation est fondamental. Ce qui a changé aussi, c'est que la préparation de la décision prend beaucoup plus de temps qu'avant. Enfin, il est plus que jamais nécessaire d'avoir des schémas prospectifs, d'avoir une vision de l'avenir, sachant que cette vision elle ne se fait pas sur le coin d'une table.